

Fuite en avant du régime iranien

mardi 3 octobre 2006, par [SEPEHR Houshang](#) (Date de rédaction antérieure : septembre 2006).

Sommaire

- [Corruption et pauvreté](#)
- [Coup d'État rampant ?](#)
- [Qui est Ahmadinejad ?](#)

Après plus d'un quart de siècle de règne du régime islamique l'économie iranienne est aux abois. Près de seize années de réforme économique, menée par les ailes « modérée » et « réformatrice » du régime incarnées par les deux ex-présidents, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani et Sayyed Mohammad Khatami, pour répondre aux exigences de la finance internationale et d'organisations telles le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale, n'ont pas amélioré la situation.

Corruption et pauvreté

La corruption a submergé le régime. Nombre d'officiels se sont immensément enrichis à travers le marché noir, favorisé par le monopole étatique du commerce extérieur. D'autres sont devenus très riches en achetant à très bas prix les industries précédemment nationalisées. Selon Forbes, Rafsandjani et sa famille se seraient accaparés près du quart des richesses du pays. Ce qui fait de lui l'un des hommes les plus riches du monde, mais surtout l'homme le plus puissant du pays. Les Iraniens disent souvent que leur pays est devenu une SARL Rafsandjani. C'est un régime capitaliste-mafieux, qui divise l'Iran en territoires dont chacun est dirigé par une famille, les Rafsandjani ont le pétrole, la pistache, les ventes d'armes, les Jannati ont le monopole du sucre, les Pasdarans ont les marchés de cosmétiques et la drogue...

Selon un classement des avoirs mondiaux en devises et or détenus dans les banques du monde, la République islamique dispose de plus de 40 milliards de dollars, soit la moitié des avoirs des USA ce qui la situe parmi les pays les plus riches du monde. Toujours selon ce même rapport, la majorité de ces avoirs sont placés sur des comptes nominatifs à la différence de beaucoup d'autres États.

Ces chiffres sont d'autant plus notables que, dans le même temps, la dette extérieure de la République iranienne ne cesse de s'accroître. Une dette étrangère d'environ 24 milliards de dollars et un endettement courant de la Banque centrale, qui s'élève à 11 milliards de dollars, pèsent sur l'économie du pays et sur les marges de manœuvre du régime islamique.

Tandis que les pays exportateurs de pétrole, grâce à la manne tirée des exportations d'hydrocarbures à prix record, se permettent de rembourser par anticipation leurs dettes (la Russie 15 milliards de dollars ; le Mexique 7 milliards de dollars ; l'Algérie 8 milliards de dollars), le régime de Téhéran n'a pas réussi à rembourser sa dette et il s'est même surendetté. Cette dette, qui était de 12,5 milliards en 2004, est passée à 17 milliards en 2005 et s'est alourdie à 24 milliards en été 2006. L'Iran n'a pas pu profiter de l'explosion actuelle des cours du pétrole, car le régime ne vend pas le pétrole iranien au prix du marché mais en Buy-Back, entre 8 et 18 dollars le baril. Et si, selon la Centrale des informations énergétiques des États-Unis, l'Iran est le pays qui a le plus augmenté ses

réserves de pétrole et de gaz durant l'année 2005, l'industrie pétrolière vieillissante nécessite des investissements importants : les besoins de l'Iran pour les investissements dans le seul secteur pétrolier sont estimés à 100 milliards de dollars.

Le chômage fait rage parmi les jeunes. En absence de statistiques fiables, beaucoup d'analystes estiment le taux de chômage à 40 %, voire plus. La population iranienne s'est accrue rapidement depuis la révolution. Aujourd'hui la moitié des 70 millions d'Iraniens ont moins de 18 ans et on estime qu'il faudrait créer un million de nouveaux emplois chaque année pour embaucher cette jeunesse. Or la croissance du PNB diminue. Le problème du chômage est particulièrement aigu parmi la jeunesse urbaine. Et les jeunes diplômés sont particulièrement sensibles à l'absence de débouchés.

Dans un récent rapport de l'ONU, on apprend que plus de 550 000 enfants en Iran vivent avec moins de 1 dollar/jour. Ce même rapport fait état de 35,5 % de la population qui vivent avec moins de 2 dollars/jour alors que les cours du pétrole ont triplé depuis deux ans.

Officiellement, ce régime est une république dotée d'un « Parlement », de partis d'opposition et mêmes de « réformateurs », mais dans les faits il demeure un régime totalitaire idéologique sectaire que l'on ne peut même pas qualifier de « dictature » tant le pouvoir des clans est immense et la mainmise des règles religieuses sectaires sur la vie de l'individu iranien est omniprésente.

Par ailleurs, il s'agit d'un régime capitaliste-mafieux qui divise l'Iran en territoires dont chacun est dirigé par une famille, les Rafsandjani ont le pétrole, la pistache, les ventes d'armes, les Jannati ont le monopole du sucre, les Pasdarans ont les marchés de cosmétiques et la drogue.

Coup d'État rampant ?

C'est dans ce contexte politique et économique que la population iranienne fut appelée à participer à la farce que le régime islamique appelle « élection présidentielle ». Le terme « élection » paraît inapproprié dans la mesure où les candidats aux présidentielles sont sélectionnés d'avance par un conseil qui émet un avis sur le niveau de leurs compétences et de leurs vertus religieuses. Pour la première fois à la suite des contradictions et tensions des fractions adverses du régime la mascarade électorale de 2005 a dû se dérouler en deux actes.

Des plus de 1000 candidats éventuels seuls cinq ne furent pas rejetés comme inaptes par le Conseil des Gardiens, qui est un chien de garde de la constitution islamique. Les cinq candidats sélectionnés furent : Moïen, alors Ministre de la culture (candidat des réformateurs) ; l'ancien président Rafsandjani, l'homme fort du régime ; Karoubi, alors président du Parlement islamique ; Ahmadinejad, le maire de Téhéran, un inconnu du public et hors de la scène politique ; et le cinquième n'avait pas de passé connu. Le premier tour a créé une surprise : avec 6,5 millions voix l'inconnu Ahmadinejad arriva en tête, devançant le tout-puissant Rafsandjani.

Au deuxième tour seulement 29 millions ont voté sur 47 millions d'inscrits ; Ahmadinejad a eu 17,5 millions de voix. Il était évident que le vote pour Ahmadinejad signifiait avant tout un très grand « non » à Rafsanjani, en tant qu'homme qui incarne le régime depuis le début. Chaque fois qu'on donne au peuple une chance de s'exprimer, il saisit l'occasion et l'emploie comme un plébiscite pour exprimer le rejet du régime.

Mais un autre élément nouveau fait surface dans cette élection : le rôle des Gardiens de la Révolution. Le régime avait mis tout appareil d'État et toute sa machine de propagande pour promouvoir Ahmadinejad. Face à l'échec total de la dite « réforme » dans les domaines économique

et politique, il a tourné vers une nouvelle stratégie. Sur le plan économique, un libéralisme pur, sur le plan politique interne une répression absolue — un « modèle chinois » islamique !

Il y a quelque années, une traduction du célèbre livre de Samuel Huntington, « Le Conflit des civilisations et la réforme de l'ordre mondial », est parue à Téhéran. L'éditeur reçut une commande de mille exemplaires, la moitié du tirage. Le distributeur se souvient : « On se demandait qui avait commandé une telle quantité. On eut la réponse quand on vit arriver un camion militaire appartenant au Corps des Gardes Révolutionnaires Islamiques (CGRI), qui emporta les livres ». Yahya Safavi faisait partie des officiers qui reçurent un exemplaire du livre ; aujourd'hui il est général, commandant en chef des Gardes. Un autre exemplaire parvint à Mahmoud Ahmadinejad, un ex-officier de réserve des Gardes, aujourd'hui président de la République Islamique d'Iran.

Tout au long des dernières années, le pouvoir a glissé, par divers moyens, entre les mains des Gardes. Un ancien officier du CGRI, Ibrahim Asghazadeh, a lui-même dit que la nouvelle élite militaro-politique avait fomenté un coup d'État « rampant ». Pendant que l'ex-président Mohamed Khatami parcourait le monde, cherchant à impressionner le public occidental par des citations de Hobbes et de Hegel, les Gardes ont construit un impressionnant réseau populaire à travers l'Iran et créé deux organisations politiques qui ont pignon sur rue : les Usulagaran, ou fondamentalistes, et les Isargaran, ceux qui se sacrifient, chacune attirant à elle les jeunes générations d'officiers, de fonctionnaires, d'entrepreneurs et d'intellectuels.

En 2003, le réseau s'est emparé du conseil municipal de Téhéran et a nommé Ahmadinejad au poste de maire. Deux ans plus tard, ce dernier émergeait comme le candidat présidentiel des Gardes, battant l'ex-président Rafsanjani, un des hommes les plus riches de planète et qui représentait la vieille garde des mollahs en voie de disparition.

Qui est Ahmadinejad ?

Né en 1956, Mahmoud Ahmadinejad a grandi dans la rudesse des quartiers pauvre du sud de Téhéran. En 1975 en vue de devenir ingénieur il entre à l'université.

Pendant la révolution iranienne Ahmadinejad est devenu un dirigeant de l'Association des étudiants islamiques, un organisme intégriste islamique ultra-conservateur. Il aurait joué ensuite un rôle dans la prise de l'ambassade des États-Unis à Téhéran en novembre 1979. Durant la répression des universités en 1980, que Khomeiny avait baptisée « la révolution culturelle islamique », Ahmadinejad et son organisation ont joué un rôle crucial dans les purges des enseignants et des étudiants dissidents, dont beaucoup ont été arrêtés puis exécutés. Les universités sont restées fermées pendant trois ans et Ahmadinejad a rejoint les Gardiens de la révolution.

Au début des années 1980, Ahmadinejad a travaillé dans la « sécurité interne » des Gardiens de la révolution en s'y taillant une réputation d'interrogateur et de tortionnaire cruel. Il a été quelque temps un bourreau de la funeste prisons d'Evin, où il a participé aux exécutions de milliers de prisonniers politiques dans les massacres des années 1980. En 1981, il rejoint les brigades du terrible procureur-exécuteur Lajevardi, qui opèrent depuis la prison d'Evin où, chaque nuit, elles exécutent des centaines de prisonniers. Il fut alors surnommé « l'acheveur » : celui qui tire la dernière balle à ceux qui agonisent.

Impliqué dans les opérations terroristes du régime à l'étranger, il a été le cerveau d'une série d'assassinat au Moyen-Orient et en Europe, notamment du dirigeant kurde Ghassemlou, assassiné dans un appartement à Vienne en Autriche en juillet 1989.

Après avoir servi quelques années comme gouverneur des villes de Makou et de Khoy en 1993, il a été nommé par le ministre de la culture et de l'orientation islamique, comme son conseiller culturel. Quelques mois plus tard, il était nommé gouverneur général de la province d'Ardebil. En 1997, le gouvernement fraîchement installé de Khatami a enlevé Ahmadinejad de son poste et il est retourné à l'université, mais sa principale activité était d'organiser Ansar-e-Hezbollah, une milice islamiste ultra violente.

A son arrivée à la mairie de Téhéran en avril 2003, Ahmadinejad s'est attelé à bâtir un réseau puissant d'intégristes, Abadgaran-e Iran-e Eslami (littéralement ceux qui développent un Iran islamique). Travaillant étroitement avec les Gardiens de la révolution, Abadgaran a réussi à gagner les élections municipales de 2003 et législatives de 2004. Abadgaran se décrit comme un groupe de jeunes néo-intégriste islamique qui veut raviver les idéaux et la politique du fondateur du régime, l'ayatollah Khomeiny. C'est un des multiple groupes ultra conservateur mis sur pied sur ordre du guide suprême, l'ayatollah Khamenei pour battre la faction du président sortant Khatami après les élections législatives de février 2000.

Le bilan d'Ahmadinejad est typique de celui des hommes choisis par l'entourage de Khameneï pour donner un nouveau visage à l'identité ultra de l'élite religieuse. Mais la façade est mince. Et le despotisme apparent...

Ahmadinejad est le premier candidat non-mollah à devenir président depuis 1981. Ses origines modestes et son discours démagogique et populiste lui ont gagné, au moins pendant l'élection présidentielle, la confiance d'une partie de la population, tout particulièrement parmi les pauvres gens qui se sentaient délaissés par des chefs religieux corrompus. Mais l'Iran se trouve au bord d'une crise sociale très profonde. Après plus de vingt sept ans de règne des mollahs, les masses ont accumulé beaucoup de colère et de frustration. Les mouvements de la jeunesse et les divisions ouvertes au sein du régime sont les signes clairs d'une crise qui monte.

P.-S.

* Publié dans « Inprecor » n° 520 de septembre-octobre 2006.

* Houshang Sepehr est un militant marxiste révolutionnaire iranien exilé. Il anime la revue « En Défense du marxisme » publiée en persan et le Comité de solidarité avec les travailleurs en Iran.